



**Conseil Économique
et Social**

Distr.
GÉNÉRALE

E/CN.4/2001/24
20 décembre 2000

FRANÇAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Cinquante-septième session
Point 7 de l'ordre du jour provisoire

LE DROIT AU DÉVELOPPEMENT

Rapport du Secrétaire général présenté en application
de la résolution 2000/5 de la Commission

TABLE DES MATIÈRES

| | <u>Page</u> |
|--|-------------|
| Introduction | 2 |
| I. RÉPONSES DE GOUVERNEMENTS | 2 |
| Burkina Faso..... | 2 |
| Cuba | 2 |
| République tchèque | 4 |
| Inde | 5 |
| Iraq | 7 |
| Koweït | 8 |
| II. RÉPONSES D'ORGANISATIONS INTERNATIONALES | 10 |
| UNESCO | 10 |

Introduction

1. Dans sa résolution 2000/5, la Commission des droits de l'homme a prié le Secrétaire général de lui présenter à sa cinquante-septième session un rapport d'ensemble sur l'application des diverses dispositions de cette résolution. En conséquence, le 29 août 2000, le Haut-Commissariat aux droits de l'homme a adressé aux États et aux organisations internationales une note verbale leur demandant des informations pour donner suite à cette résolution. Au 30 novembre 2000, le Haut-Commissariat avait reçu des réponses des Gouvernements burkinabé, cubain, indien iraquien, koweïtien et tchèque ainsi que de l'UNESCO.

I. RÉPONSES DE GOUVERNEMENTS

Burkina Faso

[Original : français]

[20 novembre 2000]

1. Le Gouvernement burkinabé communique les renseignements suffisants concernant la mise en œuvre du droit au développement :

- a) Existence, depuis 1995, d'une lettre d'intention sur les politiques de développement humain. La stratégie de développement du pays y est axée sur le concept de sécurité humaine;
- b) Exécution de plusieurs programmes de développement sectoriel importants;
- c) Application de l'approche participative dans l'élaboration des politiques et stratégies de développement;
- d) Promotion de la bonne gouvernance;
- e) Orientation nouvelle de la politique du Gouvernement vers une meilleure coordination de l'aide publique au développement.

2. Le Gouvernement exécute actuellement ces programmes, politiques et stratégies en vue de l'instauration de meilleures conditions de vie, notamment pour les groupes les plus défavorisés.

Cuba

[Original : espagnol]

[27 septembre 2000]

1. Le Gouvernement cubain regrette que le Groupe de travail à composition non limitée sur le droit au développement n'ait pas fait de progrès dans l'accomplissement de son mandat, notamment pour ce qui est de faciliter l'application de la Déclaration sur le droit au développement.

2. Cuba estime que cet échec est attribuable au manque de volonté politique de la majorité des pays développés qui cherchent à préserver les injustices fondamentales de l'ordre économique international. C'est la raison pour laquelle, de l'avis du Gouvernement cubain, le Groupe de travail n'a pas réussi à se réunir avant la cinquante-sixième session de la Commission.
3. Le Gouvernement cubain estime que plusieurs obstacles s'opposent à la mise en œuvre effective de la Déclaration. Bien qu'il soit affirmé dans la Déclaration et le Programme d'action de Vienne que le droit au développement est un droit universel et inaliénable, qui fait partie intégrante des droits fondamentaux de la personne humaine, plusieurs pays industrialisés cherchent toujours à mettre en doute l'existence de ce droit et à en reformuler le contenu.
4. Le Gouvernement cubain note que la coopération internationale en vue de la réalisation du droit au développement est un droit inhérent aux populations du Sud.
5. Cuba recense les obstacles à la mise en œuvre de ce droit au niveau tant national qu'international. Cette liste n'est pas exhaustive bien qu'elle mette en lumière les domaines dans lesquels une action devrait être entreprise d'urgence au nom de la communauté internationale afin de mettre en œuvre le droit au développement. Au niveau national, Cuba note :
 - a) Le manque de volonté politique de certains gouvernements en ce qui concerne la satisfaction des besoins de certains secteurs de la population, de sorte qu'ils sont marginalisés par la pauvreté, l'analphabétisme et la malnutrition;
 - b) Des restrictions financières et une allocation insuffisante de ressources aux politiques et programmes orientés vers la formation et l'amélioration du capital humain et de l'infrastructure nécessaires au développement;
 - c) Une répartition inéquitable des ressources et des biens au sein des pays;
 - d) Une participation populaire insuffisante aux mécanismes de prise de décisions dans les domaines politique, économique et social;
 - e) Des limitations à la capacité des États à redistribuer les ressources nationales, en raison des processus de privatisation et de restructuration des organismes publics découlant de l'application de politiques néolibérales. Cette question est particulièrement pertinente pour ce qui est de la capacité des États à fournir des services de base.
6. Au niveau international, ces obstacles sont les suivants :
 - a) La sortie de capitaux des pays du Sud attribuable au service de la dette extérieure;
 - b) L'existence de termes de l'échange inégaux entre pays développés et pays en développement. Les prix des produits de base ont baissé tandis que les prix du pétrole ont grimpé en 2000, situation qui a aggravé la situation des pays en développement en tant qu'importateurs nets de combustible;

- c) L'action des sociétés transnationales qui monopolisent les principaux marchés internationaux, imposant leurs prix sur le marché tout en étant pratiquement exemptes d'impôts du fait de la nécessité de faire face à la concurrence imposée par la mondialisation néolibérale;
 - d) La baisse soutenue de l'aide extérieure au développement ainsi que les conditions dont les pays donateurs assortissent la fourniture de cette aide, au détriment de la capacité des pays en développement d'arrêter leurs propres priorités et programmes de développement;
 - e) L'imposition de barrières commerciales par les pays développés qui bloquent l'accès des exportations traditionnelles de pays en développement à leurs marchés;
 - f) Le contrôle monopolistique de la technologie par l'intermédiaire de brevets par les pays développés et les sociétés transnationales et l'imposition de nombreux obstacles au transfert de la technologie et du savoir;
 - g) L'imposition par les pays développés de politiques qui ont entraîné un exode des compétences des pays en développement, ce qui entrave les programmes de formation aux fins du développement dans ces pays.
7. Le Gouvernement cubain est persuadé que la solidarité humaine devrait l'emporter sur les concepts néolibéraux injustes qui constituent les piliers de l'ordre économique international actuel.
8. L'organisation récente d'une conférence du Sud à La Havane a été une tentative modeste pour renforcer la coopération Sud-Sud, dans le but de promouvoir la pleine réalisation du droit au développement des peuples de la région. Il faudrait encourager de même la coopération Nord-Sud.
9. La pleine réalisation du droit au développement ainsi que l'élimination de la pauvreté pour tous les individus et les peuples de la planète contribueront dans une large mesure à la solution des principaux problèmes auxquels l'humanité se trouve confrontée aujourd'hui.
10. Cuba réaffirme sa volonté de participer activement aux travaux du Groupe de travail et espère que ce dernier prendra des mesures significatives pour favoriser la réalisation de l'un des droits de l'homme les plus importants - le droit au développement - qui n'a malheureusement pas reçu de la part des Nations Unies l'attention qu'il mérite.

République tchèque

[Original : anglais]
[20 novembre 2000]

La République tchèque a transmis au Haut-Commissariat aux droits de l'homme la publication du PNUD intitulée "Human Development Report: Czech Republic, 1999" par lettre datée du 20 novembre 2000. Le Haut-Commissariat l'a communiquée au Président du Groupe de travail.

Inde

[Original : anglais]
[15 novembre 2000]

1. Le Gouvernement indien constate que 50 ans après l'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'homme, l'objectif de la reconnaissance de la dignité inhérente à l'être humain fixé dans cet instrument n'est pas près d'être atteint pour des millions de personnes dans le monde.
2. La Déclaration sur le droit au développement a été l'aboutissement d'un long processus conduisant à la reconnaissance de ce droit en tant que faisant partie intégrante des droits de l'homme. Dans la Déclaration et le Programme d'action de Vienne il a été réaffirmé qu'il s'agissait d'un droit universel et inaliénable. En dépit de ces réalisations importantes sur le plan conceptuel, peu de progrès ont été faits sur la voie de la mise en oeuvre du droit au développement. On a gaspillé trop d'énergie à discuter de l'importance à accorder aux deux catégories de droits. Or, étant donné que tous les droits sont indivisibles et interdépendants, et en particulier, étant donné que, de l'avis du Gouvernement indien, le droit au développement constitue la synthèse des deux catégories de droits, il faudrait à présent passer à l'examen des mesures permettant de le concrétiser. Tel devrait être l'objectif du Groupe de travail à composition non limitée sur le droit au développement.
3. De l'avis du Gouvernement indien, l'existence de la pauvreté ne saurait justifier le déni des droits civils et politiques. Il insiste sur le fait que la pauvreté et le manque de développement constituent un obstacle majeur à la jouissance de tous leurs droits par ceux qui sont totalement démunis. Vaincre la pauvreté et promouvoir le développement doit donc devenir un objectif prioritaire. Le Gouvernement indien fait observer qu'il est fier de vivre dans un monde où lorsqu'un individu est torturé ou détenu arbitrairement dans une région donnée, la communauté internationale tout entière s'en préoccupe. De même, lorsque des millions d'êtres humains vivent dans une pauvreté abjecte, la communauté internationale ne peut pas et ne devrait pas rester indifférente.
4. La réalisation du droit au développement exige l'application de politiques efficaces au niveau national ainsi que des relations économiques équitables, un environnement économique favorable et une coopération au niveau international. Aux termes de la Déclaration, les États ont le droit et le devoir de formuler des politiques de développement national appropriées, ayant pour but l'amélioration constante du bien-être de l'ensemble de la population et de tous les individus. Les États devraient s'acquitter effectivement et efficacement de cette obligation. Seules la démocratie et une gouvernance transparente, responsable et participative peuvent garantir que l'État agisse dans ce domaine au mieux des intérêts de la population. La fonction de surveillance ne peut être bien exercée que par la population qui est la mieux à même de juger de ses besoins et priorités et de la façon dont les ressources devraient être réparties par le Gouvernement. Les normes imposées de l'extérieur sont contre-productives et contraires au principe de l'égalité souveraine des États reconnu dans la Déclaration elle-même. Il faut veiller à ce qu'un concept tel que celui d'un pacte international ne devienne pas un instrument de conditionnalité ou de double conditionnalité.

5. L'expert indépendant a fait observer à juste titre que les pays en développement manquent cruellement de ressources et ne disposent pas de moyens suffisants leur permettant d'atteindre un niveau de croissance économique ou un niveau de vie suffisamment élevé. L'article 4 de la Déclaration reconnaît qu'une assistance internationale efficace est essentielle pour donner à ces pays les moyens appropriés de soutenir un développement global. Tant que cela ne sera pas pris en compte, l'approche du développement axée sur les droits de l'homme si souvent préconisée n'aboutira à rien.

6. L'existence d'un droit va de pair avec l'exécution d'un devoir correspondant pour assurer la mise en œuvre de ce droit. Dans le cas du droit au développement, ce devoir incombe non seulement aux États, mais aussi à la communauté internationale. Les États ne peuvent s'acquitter de leurs obligations parfaitement si la communauté internationale s'acquitte des siennes de manière imparfaite. Le Gouvernement indien note en outre que le monde actuel est un village planétaire où les frontières nationales ne garantissent plus l'imperméabilité d'un pays aux influences économiques extérieures. Ces facteurs constituent la base de l'action internationale en faveur de la réalisation du droit au développement.

7. Pour permettre aux pays en développement de disposer des ressources nécessaires pour le développement, il serait important d'arrêter et d'inverser la tendance à la baisse de l'aide publique au développement et de l'apport de ressources extérieures aux pays en développement. Il est indispensable dans le même temps d'instaurer un environnement international favorable en mettant fin aux iniquités dont souffre l'économie internationale. À cet égard, certaines des actions essentielles à entreprendre sont les suivantes :

a) Renforcer la participation des pays en développement à la prise de décisions macroéconomiques mondiales;

b) Restructurer le système financier international pour en supprimer les aspects inéquitables actuels;

c) Revoir le rôle des institutions financières internationales dans la fixation des conditions de mise en œuvre du droit au développement et renforcer la participation des pays en développement au fonctionnement de ces institutions, qui devrait être totalement transparent;

d) Comblar le fossé en matière de technologie et de savoir qui existe entre pays développés et pays en développement d'une manière équitable;

e) Promouvoir l'instauration d'un système d'échanges ouvert et équitable visant à améliorer l'accès des pays en développement aux marchés des pays développés;

f) Rechercher une solution globale et viable à la crise de la dette extérieure des pays en développement.

8. Le Gouvernement indien a noté que les propositions susmentionnées avaient déjà été examinées dans d'autres instances internationales. Il est important toutefois d'adopter clairement une optique droits de l'homme et de suivre les actions entreprises dans cette même optique. Le Gouvernement indien souhaiterait que le Groupe de travail autorise l'expert indépendant à

établir en consultation avec les autres mécanismes de protection des droits de l'homme concernés une étude détaillée sur ces questions et d'autres aspects connexes des dimensions internationales du droit au développement, qu'il soumettrait à son examen.

9. L'Inde a pris plusieurs mesures récemment en vue de la mise en œuvre du droit au développement. Le budget de l'Union pour l'exercice 2000-2001 vise à faciliter l'instauration en Inde d'un taux de croissance soutenu, équitable et générateur d'emplois de 7 à 8 % par an, afin d'éliminer la pauvreté dans le pays dans les 10 années à venir. Une importance particulière a été accordée dans le budget au renforcement des fondements de l'économie rurale, au développement des ressources humaines, à l'universalisation de l'enseignement primaire, à la santé des femmes et des enfants et à la révision de toutes les lois en vigueur et des projets du Gouvernement pour promouvoir le rôle des femmes dans l'économie nationale. Malgré ses ressources limitées, l'Inde n'a pas négligé la coopération internationale dans le contexte du droit au développement. Pour ne citer qu'un exemple, le Gouvernement indien verse environ cinq milliards de roupies par an au titre de la coopération économique et technique avec d'autres pays en développement.

Iraq

[Original : anglais]
[6 septembre 2000]

1. Le Gouvernement iraquien note qu'en dépit des efforts déployés pour donner effet au droit au développement, étant donné en particulier que ce droit est reconnu par la communauté internationale comme étant un droit inaliénable, la réalisation de ce droit laisse toujours à désirer car elle est entravée par de nombreux obstacles.
2. Le développement exige un minimum de stabilité politique, de paix et de sécurité aux niveaux national, régional et international ainsi que l'établissement de relations économiques justes et équitables entre les États et d'une coopération internationale solide, conçue entre autres pour aider les États pauvres à mettre en œuvre le droit au développement et à faire décoller leur économie.
3. Le Gouvernement iraquien affirme le droit du peuple iraquien à disposer de lui-même et à exercer en permanence sa souveraineté sur ses ressources, et rejette toutes les formes de contrôle et d'hégémonie extérieures auxquelles sont soumis les pays en développement souvent par l'intermédiaire de sociétés transnationales ou par d'autres formes de domination et qui visent à exploiter leurs richesses et leurs ressources.
4. Les sanctions économiques que le Conseil de sécurité impose à un certain nombre de pays qui sont souvent des pays en développement ainsi que les mesures coercitives unilatérales entravent la mise en œuvre du droit au développement. Ces obstacles nuisent sur le plan humain et matériel au processus de développement et il faut ensuite de nombreuses années pour les contrebalancer, en particulier si les sanctions imposées sont appliquées pendant une période prolongée, voire illimitée.

5. Les agressions militaires extérieures menées par certaines grandes puissances sans l'accord des Nations Unies sont extrêmement nuisibles au processus de développement des pays visés ainsi que d'autres pays tiers et compromettent la sécurité et la paix dans la région, qui constituent l'un des fondements du développement.
6. Les relations économiques fondées sur une politique de clivage et les nombreuses tentatives faites par un certain nombre d'États riches pour imposer un certain type d'ordre économique dans le monde dans le seul but de servir leurs propres intérêts provoquent des crises économiques graves dans les pays en développement et sont extrêmement nuisibles à la mise en œuvre du droit au développement.
7. Le problème de la dette extérieure, les programmes d'ajustement structurel, la mondialisation de l'économie, l'accès inégal aux marchés, l'effondrement des prix des produits de base et la spéculation sur les devises constituent autant d'obstacles au développement et portent préjudice à l'indépendance politique des pays en développement, à leur politique dans le domaine de l'économie et du développement et à leur capacité à maîtriser l'évolution de la situation économique aux plans national et international.
8. Pour mettre en œuvre le droit au développement, il ne suffit pas seulement de fournir à la population nourriture, soins de santé, logement, éducation et services essentiels, il faut aussi prendre ce droit en compte dans toutes les actions concrètes qui visent à assurer le progrès et le développement dans tous les domaines économiques (y compris industriel et agricole), sociaux et culturels.
9. Il est important également de faire figurer la Déclaration sur le droit au développement dans la Charte internationale des droits de l'homme.

Koweït

[Original : arabe]

[20 octobre 2000]

1. Le Gouvernement koweïtien se soucie au plus haut point des questions liées aux droits de l'homme et au développement. Ce souci apparaît dans l'adoption par l'État de mesures aux niveaux national et international. Au niveau national, le Gouvernement a insisté sur le fait que le sujet central du développement est l'être humain. En conséquence, le Gouvernement koweïtien s'est employé à améliorer le niveau de vie des citoyens koweïtiens et à faire en sorte qu'ils bénéficient d'une protection, de soins appropriés et d'une vie décente, comme en témoigne ce qui suit :

a) Le Gouvernement a créé en 1974 un service des logements sociaux qui a supervisé la réalisation de nombreux projets de construction dans le cadre de plans de développement global. En outre, un prêt au logement d'un montant de 70 000 DK est accordé à chaque citoyen pour construire une maison;

b) Le Gouvernement croit au droit de tous à l'éducation. Ce droit est garanti par les articles 13 et 40 de la Constitution. Ainsi qu'il est ressorti du recensement de 1998, le taux d'analphabétisme chez les Koweïtiens est tombé à 4 % pour les hommes et 12,5 % pour les femmes;

c) Le Gouvernement garantit le droit de chacun à jouir du meilleur état de santé physique et mentale. En conséquence, un grand nombre d'hôpitaux généraux et spécialisés et de centres de santé ont été créés dans l'ensemble du Koweït. En 1998, les dépenses publiques consacrées à la santé s'élevaient à 287,5 millions de DK. Des centres de santé maternelle et infantile ont été ouverts dans tout le pays et le Gouvernement est déterminé à faire en sorte que tous les foyers soient approvisionnés en eau potable;

d) Le processus de développement au Koweït est structuré de telle sorte que des emplois puissent être offerts aux individus dans tous les domaines. Chacun est entièrement libre de choisir son emploi en fonction de sa formation et de ses capacités;

e) Le Gouvernement s'efforce de garantir l'approvisionnement en biens essentiels en subventionnant les produits de base;

f) Conformément à la loi, tous les citoyens et non-citoyens bénéficient des services sociaux assurés par l'État et ont notamment accès aux établissements de protection sociale pour personnes âgées, handicapées, ou atteintes d'incapacités et autres personnes entrant dans des catégories spéciales et exigeant une aide sociale;

g) Le Gouvernement se soucie tout particulièrement des femmes qui constituent une main-d'œuvre compétente dans divers secteurs de l'emploi. En 1996, les femmes constituaient 28 % de la population active totale du pays dans divers secteurs de l'emploi. Les femmes koweïtiennes ne font pas seulement partie de la main-d'œuvre salariée; elles jouent aussi un rôle dans les services sociaux et le travail bénévole par l'intermédiaire d'associations nationales actives dans divers domaines, qui s'occupent des problèmes des femmes et y proposent des solutions en collaboration avec des institutions et des organismes publics et privés.

2. Le Koweït a également des activités au niveau international. Il fait partie des principaux pays donateurs d'aide afin d'alléger le fardeau de la pauvreté dans les pays en développement. Il y a lieu en particulier de citer dans le cadre des efforts en ce sens la création, en 1961, du Fonds du Koweït pour le développement économique, qui vise à aider les pays arabes et en développement à développer leur économie en leur accordant des prêts souples à des taux d'intérêt très bas. Le 31 décembre 1998, le capital du Fonds s'élevait à 2 milliards de DK (plus de 6 milliards de dollars des États-Unis) et le montant des prêts accordés par le Fonds à 89 pays bénéficiaires à 2 768 700 DK.

3. Parmi les autres institutions nationales qui jouent un rôle dans ce domaine figure le Beit al-Zakat du Koweït qui exerce des activités humanitaires et s'efforce de contribuer au développement socioéconomique d'autres pays. Le montant total des dépenses du Beit consacrées au développement et à l'assistance s'élevait à 4 601 734 DK en 1996. Selon le Gouvernement koweïtien, le Koweït fournit une aide à de nombreux pays du monde et cette aide

représente 3 à 4 % du produit national brut, ce qui dépasse de loin l'objectif de 0,7 % fixé au titre de l'engagement 9 dans la Déclaration de Copenhague sur le développement social de 1995.

4. Le Gouvernement koweïtien insiste également sur le fait que le processus de développement et la réalisation du droit au développement exigent non seulement la stabilité et la paix et la sécurité permanentes aux niveaux national, régional et international mais aussi un environnement propice à la mise en œuvre de ce droit et à l'élimination des obstacles à son exercice. Le processus de développement a été interrompu au Koweït en raison de la guerre que l'Iraq a menée contre lui. Les pertes et les préjudices résultant de l'occupation ont touché tous les secteurs et toutes les activités du pays. À la lumière de cette expérience, l'État du Koweït peut affirmer que pour instaurer un climat économique, politique, social et culturel propice à la réalisation du droit au développement, tous les États devraient éviter de recourir à l'emploi ou à la menace de l'emploi de la force comme moyen de régler les différends et devraient également s'abstenir de toute invasion militaire ou annexion par la force de territoires, de toute forme d'agression contre la souveraineté territoriale d'autres États et de tous actes de provocation ou d'hostilité à l'encontre d'États voisins.

II. RÉPONSES D'ORGANISATIONS INTERNATIONALES

UNESCO

[Original : anglais]

[24 novembre 2000]

1. L'UNESCO observe que l'accent est mis dans la résolution 2000/5 sur les liens entre le développement et l'élimination de la pauvreté d'une part, et le respect des droits de l'homme d'autre part, ce qui va dans le sens de la façon dont l'UNESCO envisage le développement et l'élimination de la pauvreté. L'UNESCO reconnaît que le développement est un droit de l'homme dont la réalisation est accélérée par l'élimination de la pauvreté. L'extrême pauvreté et donc le manque de services sociaux de base constituent une violation des droits de l'homme parce que l'extrême pauvreté est le principal obstacle à la mise en œuvre de tous les droits de l'homme, civils, culturels, économiques, politiques et sociaux.

2. L'UNESCO cherche à comprendre les causes profondes de la pauvreté et du non-respect de la Charte internationale des droits de l'homme, qu'elles soient internationales ou nationales ou qu'elles résident dans les structures économiques, sociales, culturelles ou politiques. Les actions entreprises par l'UNESCO pour mettre en œuvre le droit au développement sont axées sur les dimensions suivantes : exercice des droits de l'homme en tant que principe directeur du développement; développement endogène des capacités et des ressources humaines grâce à l'accès à l'éducation à tous les niveaux et durant toute la vie; gouvernance démocratique et participative; incorporation de facteurs culturels dans les stratégies de développement; sensibilisation aux problèmes d'environnement; et maîtrise de la science et de la technique au service du développement.

3. L'UNESCO a adopté une approche du développement fondée sur les droits, qui est axée d'une part sur les droits civils et politiques, en particulier le droit à la liberté d'expression et de participation, et, d'autre part sur les droits économiques, sociaux et culturels, en particulier le

droit d'être libéré de la misère. Ces deux approches sont indissociables l'une de l'autre. Le développement participatif est le meilleur moyen d'assurer le succès des stratégies d'élimination de la pauvreté. La participation a pour effet que le développement est davantage induit par la demande et par la base que par l'offre et par le sommet. Renforcer les capacités humaines et assurer une bonne gouvernance constituent des aspects indissociables de la mise en œuvre du droit au développement.

4. Dans le Consensus de Brasilia (Déclaration du Sommet régional pour le développement politique et le respect des principes démocratiques) adopté sous les auspices du projet DEMOS de l'UNESCO, il est dit que les nations doivent conclure un nouveau pacte sur la gouvernabilité mondiale. Ce pacte comprendra un nouveau contrat moral en faveur de la paix et de nouveaux arrangements pour rendre les courants économiques internationaux plus équitables, lutter contre la spéculation financière et démocratiser les communications de façon à pouvoir édifier un système de développement partagé.

5. Afin de contribuer à la réalisation de l'objectif international consistant à réduire de moitié la proportion de personnes vivant dans la pauvreté avant 2015, la Conférence générale de l'UNESCO, dans sa résolution 53, adoptée à sa trentième session en 1999, a invité le Directeur général à faire de la lutte contre la pauvreté une priorité à long terme pour l'UNESCO du XXI^e siècle dans tous ses domaines de compétence. Pour faire suite à cette demande, l'UNESCO a formulé une stratégie concernant le développement et l'élimination de la pauvreté qui sera appliquée dans le cadre d'une démarche intégrée coordonnée par le Programme de gestion des transformations sociales (Programme MOST) et à laquelle tous les programmes de l'Organisation participeront. Dans le cadre de cette approche commune, l'UNESCO s'efforcera essentiellement d'inciter les décideurs de tous niveaux à faire de la lutte contre la pauvreté leur priorité et, partant, de chercher à renforcer les initiatives publiques, privées et civiles visant à vaincre la pauvreté. À cette fin, elle privilégiera trois grands axes d'action :

- a) Autonomiser les pauvres et renforcer leur capacité de plaider leur cause, de revendiquer leurs droits, de négocier dans le cadre d'une participation effective et d'appuyer la formulation et la mise en œuvre des politiques qui les concernent;
- b) Aider les États membres à atteindre les objectifs de développement définis par la communauté internationale en renforçant au maximum leur capacité de concevoir des politiques en faveur des pauvres, dans les limites du mandat de l'UNESCO;
- c) Susciter, par des activités de plaidoyer auprès des acteurs et des groupes autonomisés, un engagement plus profond en faveur de l'élimination de la pauvreté et une meilleure compréhension des atteintes aux droits de l'homme et au bien-être de tous qui résultent de la pauvreté persistante.

6. L'opérationnalisation des approches de la pauvreté fondées sur les droits sera l'un des domaines d'action prioritaires qui servira de base aux activités prévues pour la période 2002-2007. Dans le cadre des actions menées au titre de cet objectif pour éliminer la pauvreté, l'UNESCO encouragera la reconnaissance des relations multiples et diverses entre droits et pauvreté. En outre, elle commandera des recherches et diffusera des informations sur les politiques statutaires et les pratiques concrètes relatives à l'ensemble des droits au niveau

international; encouragera les améliorations apportées, au niveau national aux politiques et pratiques existantes et autonomisera les organisations de la société civile, en particulier celles qui représentent les pauvres.

7. Une autre action prioritaire consistera à autonomiser les individus par l'éducation et la formation. Ces activités feront partie du suivi des dispositions du Cadre d'action adopté au Forum mondial de Dakar sur l'éducation en avril 2000. Dans ce contexte, l'accent sera mis dans la stratégie d'élimination de la pauvreté de l'UNESCO sur la promotion de l'accès de tous à l'éducation de base en tant que droit de l'homme, ce qui est conforme au paragraphe 6 du Cadre d'action de Dakar.

8. La stratégie d'élimination de la pauvreté de l'UNESCO servira également de base à la participation de l'UNESCO au Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (UNDAF) et aux documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP). Compte tenu de cet engagement, l'UNESCO encourage les gouvernements à faire appel à elle pour participer activement à la conception et à l'application de leurs DSRP et de l'UNDAF.
